



L'entretien des lignes téléphoniques aériennes

Un enjeu pour assurer la continuité du service universel de téléphonie

L'objectif de ce document est de partager les références légales et des éléments de méthode en vue de délivrer le service universel dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes représentées par les végétations riveraines des lignes aériennes.

En zone rurale et montagneuse, le bon entretien du réseau de poteaux et de fils téléphoniques est crucial pour tous les utilisateurs du téléphone et d'Internet (ADSL)

Orange est réglementairement en charge du service universel de téléphonie filaire, et à ce titre doit impérativement veiller à la continuité de service des communications électroniques pour tous les utilisateurs, **quel que soit leur opérateur.**

Les chutes de neige, les coups de vent et les tempêtes peuvent mettre à mal le service universel. En effet, les arbres ou les branches qui tombent alors sur les lignes constituent souvent une source majeure de dysfonctionnement.

Orange ne peut agir seul

Depuis la loi de 1996 de réglementation des télécommunications, Orange ne dispose plus des prérogatives d'élagage, contrairement aux entreprises de distribution d'énergie électrique.

En revanche, les maires peuvent contribuer utilement à l'accomplissement de ce service universel, en usant de leurs pouvoirs de police généraux conférés par l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Ils disposent de moyens réglementaires pour faire intervenir des propriétaires qui négligent d'élaguer leurs haies et plantations.

NB : Les municipalités sont également directement concernées par l'élagage pour d'autres enjeux. Par exemple, pour le passage des engins de déneigement, ou de collecte d'ordures ménagères.

Les maires ont donc un rôle à jouer

Dans ce sens il est utile de rapprocher les acteurs concernés pour trouver ensemble les « bonnes pratiques » permettant d'assurer au mieux la qualité de service aux usagers.

Dans ce guide, vous pourrez trouver :

1. une information permettant de distinguer les réseaux aériens de télécommunications, des réseaux distribuant l'énergie électrique
2. un mode opératoire pour la signalisation des poteaux cassés
3. une boîte à outil juridique à l'usage des maires
4. des références juridiques

1. Le réseau aérien permettant la distribution du service universel

Règles de sécurité

Il est formellement interdit à quiconque de tenter de monter sur les poteaux appartenant à Orange.

Seuls les salariés Orange et les sous-traitants dûment missionnés, sont formés à ce type d'opération et possèdent le matériel adéquat.

Différencier poteaux téléphoniques, et poteaux électriques

En règle générale, les lignes téléphoniques sont moins hautes que les lignes électriques.

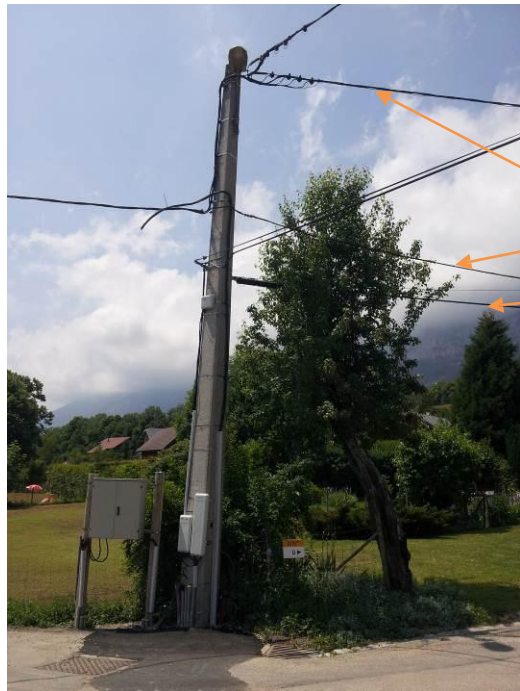


Figure 1 : en cas d'appui commun (un seul poteau supportant à la fois les lignes téléphoniques et électriques), ce poteau est exploité **systematiquement** par le distributeur d'énergie électrique ERDF, et non par Orange.

Ci-contre :

- la ligne du haut et celle du milieu sont des lignes électrifiées torsadées de 380V ;
- Celle du bas est un câble appartenant à Orange.

Figure 1 : un poteau commun



Figure 2 : on a bien deux poteaux différenciés, pour deux usages distincts

Ci-contre :

- La ligne du haut est une ligne électrifiée du 380V ;
- Celle du bas est un câble appartenant à Orange ;
- Le poteau béton est exploité par le distributeur d'énergie électrique ERDF ;
- Le poteau bois appartient à Orange. On y retrouve l'étiquette bleue GesPot (Gestion des Poteaux)

Figure 2 : 2 poteaux distincts



Attention, tous les poteaux bois n'appartiennent pas à Orange.

Figure 3 : ci-contre, un appui commun (donc exploité par le distributeur d'énergie électrique ERDF) qui supporte l'éclairage public, une ligne électrique, et deux câbles téléphoniques.

Figure 3 : poteau bois commun

Identification des poteaux appartenant à Orange



Chaque poteau appartenant à Orange est identifié de façon unique par son numéro GesPot (Gestion des poteaux), présent sur une étiquette bleue.

Cette identification permet de suivre la vie de chaque poteau (date de plantation, dates des contrôles périodiques), mais il permet surtout de localiser précisément chaque poteau, la base GesPot assurant la correspondance entre le n° et les coordonnées Géographiques.

2. Signalement des poteaux dangereux ou cassés

Les poteaux dangereux ou cassés, les lignes décrochées, sont à signaler au numéro vert **0800 083 083**, accessible 24h/24 et 7j/7.

IMPORTANT : ce numéro est strictement réservé aux élus et services municipaux et ne doit pas être communiqué au grand public.

N'oubliez pas de relever le n° GesPot de façon à faciliter la localisation de l'incident par les équipes d'Orange.

3. La boîte à outil juridique à l'usage des maires

Elagage curatif (arbre tombé sur les lignes téléphoniques ou compromettant le fonctionnement du réseau)

1°) En « situation critique ou d'extrême urgence » due à un phénomène météo exceptionnel (suite à tempête ou très fortes chutes de neige par ex) :

Le maire doit user de ses pouvoirs généraux de police pour commander aux propriétaires une action immédiate sur les arbres qui font obstacle au fonctionnement normal du réseau téléphonique.

Ceci quel que soit le lieu où le dommage est constaté (domaine public routier communal ou départemental, propriété privée).

2°) En « situation d'urgence » sur une route communale ou chemin rural

Le maire :

- doit, en qualité de gestionnaire de voirie, prendre toutes dispositions utiles pour permettre l'accomplissement des obligations de Service Universel de téléphonie (L 47 du CPCE) ;
- peut mettre en demeure le propriétaire de l'arbre de procéder à l'élagage ou à l'enlèvement de l'arbre sous 48h, faute de quoi ces travaux seront diligentés par le maire, au frais du propriétaire négligent. Sur le fondement des articles L 2212-2-2 du CGCT ou D 161-24 du code rural et de la pêche maritime (pour les chemins ruraux)

3°) En « situation d'urgence » sur une route départementale

Le maire doit user de ses pouvoirs généraux de police pour commander au propriétaire de l'arbre une action sous 48h.

Il peut informer le gestionnaire de la voirie lorsque la situation représente un enjeu commun de protection du réseau téléphonique et de sécurité routière.

Commentaire :

Une situation critique ou d'extrême urgence nécessite une action immédiate.

Une situation d'urgence appelle à une action sous 48h.

Elagage préventif

Cette partie explicite les actions visant à prévenir le risque de chutes d'arbres ou de branches.

Celles-ci peuvent être planifiées et donc réalisées à des périodes plus favorables.

Les deux types d'actions possibles :

1°) L'arrêté d'élagage :

Le maire peut prendre un arrêté d'élagage.

L'arrêté peut prendre la forme d'un arrêté individuel signifié à l'adresse de chaque propriétaire désigné nominativement, propriétaire riverain détenant des arbres gênant les lignes téléphoniques. C'est fortement recommandé si l'arrêté veut trouver son efficacité maximale.

Fondé sur les articles L47 du code des postes et communications électroniques et L 2212-2-2 du CGCT : prescriptions d'élagage des arbres dont les branches dépassent les propriétés riveraines des routes communales et des chemins ruraux afin de permettre un fonctionnement correct du réseau de communications électroniques et d'écarter les menaces de chute des arbres sur le dit réseau. Cette prescription s'adresse aux propriétaires riverains des différentes voiries.

2°) La mise en demeure et l'élagage d'office :

Le maire peut également mettre en demeure les propriétaires puis procéder à l'élagage d'office.

Les mises en demeure s'adressent aux riverains qui n'auraient pas mis en œuvre l'arrêté d'élagage. Toutefois, la commune peut user de la mise en demeure directement, sans passer par celui-ci. Cette action est toujours nominative. Si les propriétaires restent inactifs, le maire peut ordonner l'élagage d'office et la mise à leur charge directe des frais d'élagage.

Ces actions procèdent de l'article L 2212-2-2 du CGCT ou de l'article D 161-24 du code rural et de la pêche maritime.

Remarque :

Ces deux actions peuvent s'inscrire dans un cadre plus étendu exigeant l'élagage pour des raisons de facilité de circulation. Par exemple, pour permettre le passage des engins de déneigement ou agricoles sur la voirie communale.

4. Les références juridiques :

Ce chapitre rassemble les principaux articles de lois sur lesquels s'appuient les actions proposées aux maires.

1°) le Code des postes et communications électroniques (CPCE)

L'article L 47 du CPCE prévoit que : « L'autorité [le gestionnaire de voirie] ... doit prendre toutes dispositions utiles pour permettre l'accomplissement de l'obligation d'assurer le service universel des communications électroniques. »

Cet article peut être utilisé notamment dans le cas où les arbres débordent sur la voie publique ou lorsqu'ils sont implantés sur le domaine public.

La commune peut aussi être propriétaire d'arbres si ceux-ci sont plantés sur le domaine public routier. Le maire doit veiller à ce que l'accroissement excessif des plantations n'empêche pas le fonctionnement du réseau de téléphonie.

L'article L 65 du même code punit de 1500€ d'amende le fait de compromettre le fonctionnement d'un réseau ouvert au public.

2°) Le CGCT (pour les routes communales) et le code rural (pour les chemins ruraux).

Sur les chemins ruraux, depuis plusieurs années, le code rural prévoit, après une mise en demeure restée sans résultat, l'exécution d'office par la commune, aux frais des propriétaires riverains, des travaux d'élagage afin de sauvegarder la sûreté et la commodité du passage ainsi que la conservation du chemin (article D 161-24 du code rural et de la pêche maritime).

Sur les routes communales, ce dispositif a été étendu depuis une loi de 2011 en créant l'article L 2212-2-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), outre les dispositions relatives aux pouvoirs de police générale que l'article L 2212-2 du CGCT confère aux maires en matière de sécurité et de commodité de passage sur les voies communales.

Conclusion

Ce document vient en aide aux maires, dont le rôle est essentiel, aussi bien dans l'action curative, que dans la prévention du risque d'interruption du service universel de téléphonie par chute d'arbres ou de branches.

De plus, les boîtes à outils proposées dépassent le cadre du service universel de téléphonie et permettent aux maires de demander des actions d'élagage, dans le cadre de leur mission générale de gestion des voies communales et d'user de leur pouvoir de police générale sur les routes départementales.

Enfin, ces actions permettent également de renforcer la concertation avec Orange, qui pourra alors investir de manière plus volontariste et efficiente, au cœur des territoires.

Mémento

Les poteaux dangereux ou cassés, les lignes décrochées, sont à signaler au numéro vert **0800 083 083, accessible 24h/24 et 7j/7.**

Ce numéro est strictement réservé aux élus et services municipaux et ne doit pas être communiqué au grand public.

N'oubliez pas de relever le numéro du poteau, présent sur l'étiquette bleue, de façon à faciliter la localisation de l'incident par les équipes d'Orange.

Règle de sécurité : il est formellement interdit à quiconque de tenter de monter sur les poteaux appartenant à Orange.

Seuls les salariés Orange, et les sous-traitants dûment missionnés, sont formés à ce type d'opération et possèdent le matériel adéquat.

Pour toute opération d'élagage préventif nécessitant au préalable une intervention d'Orange, le maire ou ses services pourront solliciter, par mail, notre Délégué régional sur XXXX : prénom.nom@orange.com

5. Annexes

Elagage curatif

Annexe n°1 : modèle de courrier de mise en demeure pour un arbre riverain de la route départementale, communale ou du chemin rural compromettant le bon fonctionnement du service téléphonique et potentiellement dangereux pour la sécurité des usagers de la route.

Annexe n°2 : modèle d'arrêté individuel pour un arbre riverain de la route départementale, communale ou du chemin rural compromettant le bon fonctionnement du service téléphonique et potentiellement dangereux pour la sécurité des usagers de la route.

Elagage préventif

Annexe n°3 : modèle de courrier de mise en demeure d'élagage des arbres appartenant aux propriétaires riverains des routes communales ou des chemins ruraux.

Annexe n°4 : modèle d'arrêté individuel pour une plantation riveraine de la route communale ou du chemin rural gênant ou compromettant le fonctionnement d'une ligne téléphonique.

Annexe n°1

Objet : arbre riverain de la route départementale, communale ou du chemin rural compromettant le bon fonctionnement du service téléphonique et potentiellement dangereux pour la sécurité des usagers de la route.

Lettre de mise en demeure à proposer au maire pour qu'il l'adresse au propriétaire de l'arbre.

Attention : cette lettre n'a pas vocation à être proposée quand un arbre est tombé sur la route, emportant les lignes de téléphonie, ou lorsque la menace est imminente. Dans ce cas le maire peut agir en urgence de lui-même au titre de la sécurité civile.

Madame (ou Monsieur),

La société Orange, propriétaire de la ligne téléphonique bordant la route départementale ou communale n°..... a averti mes services qu'un arbre vous appartenant et dont vous avez la responsabilité est tombé sur cette ligne.

Cet arbre compromet le bon fonctionnement du service téléphonique et est potentiellement dangereux pour la sécurité des usagers de la route. En application de l'article L 2212-2-2 du code général des collectivités territoriales, je vous mets en demeure de procéder dans un délai maximal de 30 jours à la coupe et à l'enlèvement de cette plantation.

Dans le cas où je constaterai que la coupe et le retrait de l'arbre n'auront pas été effectués dans ce délai, je me verrai alors dans l'obligation de procéder d'office à ces deux opérations et de mettre directement à votre charge les frais s'y rapportant.

En vous remerciant d'avance pour les mesures que vous prendrez pour supprimer rapidement ce risque pour la sécurité des personnes et des biens, je vous prie de recevoir, Madame (ou Monsieur), l'expression de mes salutations les meilleures.

Annexe n°2

Objet : arbre riverain de la route départementale, communale ou du chemin rural compromettant le bon fonctionnement du service téléphonique et potentiellement dangereux pour la sécurité des usagers de la route.

Arrêté individuel à notifier par le maire au propriétaire désigné.

Arrêté

N°du.....instituant une mesure de police administrative en vue de l'élagage en terrain privé au bénéfice d'un réseau de communications électroniques envers M

LE MAIRE DE

Vu l'article L 47 du code des postes et communications électroniques, par lequel le gestionnaire de la voie doit prendre toutes dispositions utiles pour permettre l'accomplissement de l'obligation d'assurer le service universel des communications électroniques

Vu les articles L 2212-2 et L. 2212-2-2 du code général des collectivités territoriales portant sur l'exercice des missions de police municipale, notamment le fait d'assurer la sureté et la commodité de passage sur les voies communales et l'élagage.

Vu la demande adressée par Orange au maire en vue de l'intervention de celle-ci pour que les propriétaires des parcelles décrites en annexe n°1 procèdent à l'élagage des plantations bordant la voie communale.

Considérant les missions à assurer au titre du service universel des communications électroniques en application des articles L 35-1 et L 35 -2 du code des postes et communications électroniques et le caractère d'intérêt général de l'élagage des plantations en terrain privé du réseau appartenant à Orange en vue de la desserte des usagers du service universel des communications électroniques de la commune de..... et des communes environnantes

ARRETE

ARTICLE 1er - Objet de la mesure de police :

Elagage des arbres et plantations situés à moins de deux mètres de la limite de la voie publique départementale ou communale et appartenant aux propriétaires dont la liste est annexée (annexe n°1)

ARTICLE 2 - Délais:

Cet élagage devra être exécuté dans les 30 jours suivant la notification.

ARTICLE 3 - Règles de sécurité :

Pendant les travaux, les prescriptions suivantes seront observées :

1/ Les chantiers devront être autorisés par le maire, par un arrêté de circulation et seront signalés selon la réglementation en vigueur

2/ Toutes les dispositions utiles seront prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages publics ou privés et pour qu'aucun trouble ne soit apporté aux lignes aériennes de communications électroniques et aux lignes de distribution d'énergie électrique

ARTICLE 4 - Notification :

Les dispositions du présent arrêté seront notifiées individuellement aux propriétaires intéressés ou à leurs représentants.

Fait à le

Le Maire de

Annexe n°3

Objet : demande de mise en demeure d'élagage des arbres appartenant aux propriétaires riverains des routes communales ou des chemins ruraux.

Lettre de mise en demeure que le maire peut adresser au propriétaire des plantations gênant le fonctionnement du réseau. (Action préventive)

Madame, (ou Monsieur),

Je vous informe que mes services ont pu constater que les lignes téléphoniques situées en bordure des voies gérées par la commune sont menacés par le défaut d'élagage des propriétaires riverains de ces routes (cf. localisation précise sur un plan joint en annexe).

La proximité des branches d'arbres est une menace permanente pour l'intégrité des réseaux lors des épisodes neigeux ou des tempêtes.

Ce défaut d'élagage de votre part génère un risque susceptible d'occasionner des interruptions de services pour administrés de la commune. Je suis donc contraint à vous mettre en demeure, en vertu de mes pouvoirs généraux de police issus du code général des collectivités territoriales, et en application de l'article L 2212-2-2 du même code issu de la loi du 17 mai 2011, **de procéder à l'élagage des plantations en cause.**

En cas d'absence d'élagage constaté dans un délai de 30 jours à partir de la date figurant sur l'accusé de réception, je vous informe que je procéderai d'office à l'élagage desdites plantations. Le coût de cette opération vous sera alors directement refacturé.

Comptant sur votre collaboration pour parvenir à un élagage des plantations signalées, je vous prie de recevoir, Madame (ou Monsieur), l'expression de mes salutations les meilleures.

Annexe n°4

Objet : plantation riveraine de la route communale ou du chemin rural gênant le fonctionnement d'une ligne téléphonique.

Arrêté individuel à notifier par le maire au propriétaire désigné. (Action préventive)

Arrêté

N°du.....instituant une mesure de police administrative en vue de l'élagage en terrain privé au bénéfice d'un réseau de communications électroniques envers M

LE MAIRE DE

Vu l'article L 47 du code des postes et communications électroniques, par lequel le gestionnaire de la voie doit prendre toutes dispositions utiles pour permettre l'accomplissement de l'obligation d'assurer le service universel des communications électroniques

Vu les articles L 2212-2 et L. 2212-2-2 du code général des collectivités territoriales portant sur l'exercice des missions de police municipale, notamment le fait d'assurer la sûreté et la commodité de passage sur les voies communales et l'élagage.

Vu la demande adressée par Orange au maire en vue de l'intervention de celle-ci pour que les propriétaires des parcelles décrites en annexe n°1 procèdent à l'élagage des plantations bordant la voie communale.

Considérant les missions à assurer au titre du service universel des communications électroniques en application des articles L 35-1 et L 35 -2 du code des postes et communications électroniques et le caractère d'intérêt général de l'élagage des plantations en terrain privé du réseau appartenant à Orange en vue de la desserte des usagers du service universel des communications électroniques de la commune de..... et des communes environnantes

ARRETE

ARTICLE 1er - Objet de la mesure de police :

Elagage des plantations situées à moins de deux mètres de la limite de la voie publique communale et appartenant aux propriétaires dont la liste est annexée (annexe N°1) qui gênent ou compromettent le fonctionnement des lignes téléphoniques situées au droit de ces plantations.

ARTICLE 2 - Délais :

Cet élagage devra être exécuté dans les 30 jours suivant la notification.

ARTICLE 3 - Règles de sécurité :

Pendant les travaux, les prescriptions suivantes seront observées :

1/ Les chantiers devront être autorisés par le maire, par un arrêté de circulation et seront signalés selon la réglementation en vigueur

2/ Toutes les dispositions utiles seront prises pour ne causer aucun dommage aux ouvrages publics ou privés et pour qu'aucun trouble ne soit apporté aux lignes aériennes de communications électroniques et aux lignes de distribution d'énergie électrique

ARTICLE 4 - Notification :

Les dispositions du présent arrêté seront notifiées individuellement aux propriétaires intéressés ou à leurs représentants.

Fait à le

Le Maire de

Glossaire

CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales

CPCE : Codes des Postes et des Communications Electroniques

DPR : Domaine Public Routier

GesPot : Gestion des Poteaux, outil informatique permettant la gestion des poteaux appartenant à Orange

LRT : Loi de Réglementation des Télécommunications